

# La banque mondiale, un instrument pour soumettre le Tiers-Monde

Tenu à la fin du mois de septembre, l'Assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (1) n'a fait que confirmer l'impérieuse nécessité d'une relance du dialogue Nord-sud pour la coopération et le développement.

«Aucune aide, si importante soit-elle, ne conduira au progrès une nation sans que celle-ci remette en ordre ses propres affaires économiques et financières.»

Cette déclaration de Reagan lors de l'ouverture des travaux, constitue une fin de non recevoir catégorique aux revendications formulées par les pays du tiers-monde. Ces derniers demandaient une augmentation des Droits de tirage et un assouplissement des conditions de leur utilisation (les DTS sont une unité monétaire, à peu près équivalente au dollar, en usage entre les banques centrales qui peuvent y avoir recours pour équilibrer leur balance des paiements). Cela signifie une réduction des possibilités d'emprunt accordées par la Banque mondiale aux pays du tiers-monde. C'est un refus de tout transfert financier en direction des pays

du Sud. Ceci, alors que sur le marché financier mondial, malgré une masse de disponibilités multipliée par 6,6, la dette des pays en développement ne représente plus que 30% de l'ensemble des prêts, au lieu de 43% en 1969. Les prêts vont donc de moins en moins en direction des pays du tiers-monde. Après avoir exporté leur inflation dans le monde entier, les pays riches, USA en tête, imposent des conditions draconiennes aux indispensables emprunts des pays du tiers-monde qu'ils veulent continuer à rançonner. Prêts conditionnels, liés à une mise en ordre de l'économie dans le sens d'un renforcement de l'austérité qui va dans le sens de l'intérêt des pays riches. Aide bilatérale (d'un pays riche à un pays pauvre), ce qui accroît les pressions. Renforcement des prêts privés plutôt que de l'aide centrale de la Banque mondiale. Voilà les conclusions de la dernière assemblée du FMI et de la Banque mondiale. Tout se passe donc comme si les multinationales frappées par la crise voulaient se restructurer dans les meilleures conditions sur le dos du tiers-monde.

## BANQUE MONDIALE OU GOUVERNEUR COLONIAL ?

Robert Mac Namara, après avoir dirigé pendant 13 ans la Banque mondiale vient de céder la place à Alden Clausen. Mac Namara, tout un symbole pour l'indépendance des peuples que cet ancien chef du Pentagone pendant la guerre du Vietnam, qui lançait ses bombardiers sur Hanoi! Pour lui, les amis du FMI devaient être les amis des Etats unis. Globalement, Clausen a repris la doctrine formulée par son prédécesseur sur les besoins essentiels à satisfaire en priorité par le biais d'opérations qui visent à la satisfaction des besoins indispensables : nourriture, santé, logement. Une telle doctrine est très suspecte aux yeux

du tiers-monde. En parlant de «besoins fondamentaux» on esquivait par là même, le problème du nouvel ordre économique mondial, prétexte pour réduire l'aide et nier le nécessaire changement de structures. Dans cette doctrine, les pays du tiers-monde dénoncent la volonté de la Banque mondiale de retarder l'effort d'industrialisation et la production de produits manufacturés qui pourraient concurrencer ceux des pays riches. Trois axes prioritaires pour l'intervention de la Banque mondiale : 1) le développement de l'agriculture. 2) la recherche énergétique. 3) l'aide aux pays situés au sud du Sahara.

## DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE POUR QUI ?

Développer l'agriculture vivrière, parvenir à l'autosubsistance pour mettre fin aux importations alimentaires, voilà une nécessité pour les pays du sud, mais est-ce bien là l'objectif de la Banque mondiale ?

La recherche énergétique : deuxième volet du plan d'action de la Banque mondiale est étroitement liée au développement de l'agriculture. Mac Namara n'était pas peu fier du nombre de projets hydrauliques mis en œuvre sous sa direction. Ces gigantesques ouvrages développés principalement dans les zones fertiles ont tendance à favoriser les grands propriétaires plutôt que les petits paysans. Au lieu de techniques simples et peu coûteuses basées sur le dévelop-

pement de l'agriculture pratiquée traditionnellement en Afrique, de tels ouvrages font appel à une somme de technologie que maîtrisent les seuls pays industriels. Elaborées dans le Middle West ou le Bassin parisien, de telles techniques vont à l'encontre du savoir faire existant, et sont reçues par les paysans comme agression, d'autant plus qu'ils n'ont pas les moyens de se procurer le matériel indispensable à une agriculture de riches. Si l'irrigation par pompage et l'aménagement des terres cultivables par une unité villageoise et au besoin l'édification par les paysans eux-mêmes de petits ouvrages coûte environ 300000 franc CFA à l'hectare, le coût à l'hectare des

**Voilà vingt ans que les pays du Tiers Monde ont brisé le joug colonial. Ils se battent aujourd'hui pour éliminer la famine et pour établir des rapports économiques basés sur l'équité et l'indépendance.**

**La Banque mondiale, censée aider au développement, ne contribue en fait qu'à enfoncer un peu plus les pays dans la misère et la dépendance. C'est un des aspects de la lutte que vont mener les pays du Tiers Monde à Cancun lors de la rencontre Nord-Sud pour la relance de la coopération et du développement.**

Léon CLADEL



Bidonville aux Philippines...



McNamara



Clausen

## DU SANG SUR LES BILLETS VERTS

Tout pays qui sollicite un prêt à la Banque mondiale est tenu d'imposer une politique d'austérité, sans parler des contraintes dans le choix des projets économiques imposées par la banque, contraintes qui peuvent aller jusqu'au choix des fournisseurs de matériel... qui seront de préférence US. Il y a parfois du sang sur les dollars. En janvier 1977, à la demande du Fonds monétaire international, le gouvernement égyptien rétablit la «vérité des prix» et augmente les prix des produits de consommation courante comme le sucre, le gaz et la farine, de 25 à 50%. Conséquence : des émeutes, la répression : 80 morts et 600 blessés.

Pour bénéficier des largesses de la Banque mondiale mieux vaut être ami des Etats Unis et surtout accepter conseils, pillage et main mise des trusts de ce pays. Ainsi le Chili de Salvador Allende s'est vu couper toute l'aide de la Banque mondiale jusqu'au coup d'Etat de Pinochet. Les Philippines, depuis la proclamation de la loi martiale en 1972, sont devenues une «zone d'action concentrée» de la Banque mondiale. Résultat, ce pays est actuellement au bord de la faillite, plus dépendant que jamais des USA, le pouvoir du dictateur Marcos («conseillé» par les hauts fonctionnaires de la B.M.) vacille. On parle aussi du scandale de l'Indonésie, pays que la Banque mondiale a littéralement livré aux mains des trusts US. Un autre gros bénéficiaire des aides de la banque s'appelle la Corée du Sud.

grands aménagements oscillent entre 2 et 3 millions CFA, sans compter le prix des barrages. Autant dire que l'argent investi dans de tels projets retourne quasi intégralement dans les caisses des multinationales. Le barrage de la vallée du fleuve Sénégal a été décidé entre Dakar, Paris et Bonn, sans que l'on ait fait appel à l'initiative et au savoir faire des paysans sénégalais. Au lieu de dimi-

nuer les importations alimentaires, de tels projets ne font qu'aggraver la dépendance des pays pauvres et leur endettement. Bien souvent les bénéficiaires des projets de la BM sont les cultures industrielles d'exportation et les grands propriétaires seuls en mesure d'utiliser les techniques importées, ce au détriment du développement des cultures vivrières des petits paysans.

## L'ENERGIE POUR QUI ?

Quant à l'énergie, elle constitue un handicap certain dans le déficit des pays du tiers-monde non producteurs de pétrole. En 1980 et 81, la Banque mondiale a augmenté de 25% ses prêts énergétiques. Il s'agit plus là aussi de favoriser la vente de technologie occidentale

(américaine de préférence) pour les projets hydrauliques ou bien de mettre en œuvre des recherches de gisements qui n'intéressent pas, dans un premier temps, les multinationales, ce afin de garantir l'approvisionnement des pays riches à plus long terme.

## UN RAPPORT CONFIDENTIEL DE LA B.M.

Un rapport confidentiel recommande l'apport d'investissements privés dans l'Afrique du sud du Sahara. Il met l'accent sur la nécessité de développer les cultures industrielles plutôt que les cultures vivrières. La recherche agricole doit s'appuyer, selon ce rapport, sur des bases internationales et avec des appuis financiers extérieurs!... Dans le même esprit, on peut lire que les politiques ayant pour but de mettre à la portée de tous les services gratuits pour

l'éducation, la santé, l'eau... «dépassent de loin les ressources que les gouvernements sont capables de dégager actuellement et dans les 10 prochaines années». Voilà pour le sort fait aux conditions de vie du peuple par ces messieurs de la Banque mondiale. Un rapport qui prend l'allure de diktats, quand il s'agit de dénoncer le protectionnisme imputé à la Convention de Lomé, d'encourager les hausses de prix, et l'allègement des interventions de l'Etat.

## LE DIKTAT ET L'INGÉRENCE ÉRIGÉS EN POLITIQUE

Reagan a bien insisté, (suivi par JP Cot ministre français de la coopération), pour que la conditionnalité des prêts soit renforcée. Cela signifie très concrètement que tout pays demandeur de prêts ou de subvention est tenu au préalable de réduire son déficit budgétaire. Ce qui signifie coupe sombre dans un budget social déjà faible, les banques doivent réduire les crédits à la consommation afin d'équilibrer une balance commerciale grevée par les importations alimentaires. Autre impératif, celui de la levée des barrières douanières pour favoriser les importations des pays riches en quête de marchés. Ainsi, au moment où

ils pratiquent le protectionnisme le plus strict vis-à-vis du tiers-monde, les pays riches entendent lui imposer l'achat de leurs produits.

De telles pratiques font de la Banque mondiale, un véritable instrument aux mains des trusts US pour la pénétration des pays du tiers-monde. On peut parler de colonisation sans occupation. En prônant une mise en ordre intérieure de l'économie par chaque pays du tiers-monde, les pays riches refusent de reconnaître leurs responsabilités dans une situation qui leur est très profitable.

C'est ce que les pays du tiers-monde vont remettre en cause à Cancun.

(1) Le Fonds monétaire international a été créé en 1944 au terme des accords de Bretton-Woods, de même que la Banque mondiale, de son vrai nom BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement). Il s'agit d'une caisse centrale commune où chaque pays adhérent verse un dépôt. Son but principal est de prêter à ses membres la monnaie qui leur fait défaut pour réduire le déséquilibre de leur balance des paiements. Un tel système consacra la suprématie du dollar. Il devint en même temps un instrument aux mains des USA pour étendre et renforcer leur domi-

nation économique.

Les décisions sont prises par référence aux quotas déterminés en fonction de la contribution de chaque pays dans cette caisse. Autant dire que les pays industrialisés, bien que minoritaires, font la pluie et le beau temps au sein du FMI. Ce n'est qu'en 1980, que les pays du Tiers Monde ont obtenu que leur quote-part passe de 34 à 45%.

La BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et pour le développement, elle accorde des prêts à des taux de 10,6% pour une durée moyenne de 15 ans.